

3. Quel est le nombre, s'il en est, des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui se sont occupés a) à temps continu, b) à temps partiel, de cette enquête, et combien de jours chacun d'eux a-t-il consacré à cette tâche?

4. Quel est le nombre, s'il en est, des fonctionnaires du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration qui se sont occupés a) à temps continu, b) à temps partiel, de cette enquête, et combien de jours chacun d'eux a-t-il consacré à cette tâche?

5. Combien de membres, s'il en est, de la Sûreté de Hong-Kong a-t-on amenés au Canada et, pour chacun d'eux, quels sont les renseignements concernant a) la date d'arrivée, b) la date de départ, c) les frais de déplacement, d) le traitement et les indemnités pour débours, e) les autres frais en détail, f) l'organisme ou le ministère qui a acquitté les frais mentionnés à c), d) et e), et l'autorisation en vertu de laquelle il a acquitté ces frais?

6. Quel est, jusqu'à maintenant, le coût total de cette enquête en ce qui concerne a) la Gendarmerie royale du Canada, b) le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, c) la Sûreté de Hong-Kong, d) les autres éléments, tous en détail?

#### IMMIGRATION ILLÉGALE DE CHINOIS— ACCUSATIONS PORTÉES

##### Question n° 384—M. Howard:

Depuis le début de l'enquête relative au prétendu complot en vue de faire entrer illégalement des personnes d'origine chinoise au Canada, a-t-on porté des accusations contre des personnes quelconques par suite de ladite enquête et, dans le cas de l'affirmative, quels étaient, pour chacune de ces personnes, a) le nom, l'adresse et l'emploi, b) les antécédents à l'emploi du service public du Canada, c) le libellé du ou des chefs d'accusation, d) les décisions, s'il en est, des tribunaux, avec mention des tribunaux en cause, e) les sanctions, s'il en est, imposées?

#### IMMIGRATION ILLÉGALE DE CHINOIS—INTERROGA- TOIRE À CERTAINS FONCTIONNAIRES

##### Question n° 386—M. Howard:

A-t-on fait subir un interrogatoire à quelque employé actuel ou ancien du service public du Canada, ayant un emploi continu ou discontinu, intermittent ou autre, par suite de l'enquête sur le présumé complot en vue de faire entrer illégalement au Canada des personnes d'origine chinoise?

#### \*PLANS ET CONTRATS DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

##### Question n° 412—M. Perron:

1. Quelle compagnie a préparé les plans et devis de la voie maritime du Saint-Laurent?

2. Quelle somme a-t-on versée pour la préparation de ces plans?

3. Combien d'entrepreneurs généraux ont obtenu des contrats?

4. Quel est le nom de chaque entrepreneur?

5. Quel est le montant de chaque contrat?

#### \*LE PORT DE TORONTO

##### Question n° 427—M. Haidasz:

1. Quelle autorité le gouvernement fédéral exerce-t-il sur le port de Toronto et ses terrains?

2. Qui possède le port de Toronto et ses terrains?

3. Quelle autorité le gouvernement fédéral exerce-t-il sur l'aménagement des terrains du port de Toronto?

4. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé en vue de l'aménagement du port de Toronto?

5. Le gouvernement fédéral touche-t-il des revenus provenant de l'exploitation du port de Toronto et de ses terrains?

6. Le ministère des Transports a-t-il reçu une demande quelconque relative à l'approbation de l'aménagement des terrains du port de Toronto et, dans le cas de l'affirmative, quelle a été sa décision?

7. Le ministère des Transports a-t-il édicté des règlements régissant la hauteur des immeubles situés à proximité de l'aéroport insulaire de Toronto et, dans le cas de l'affirmative, quels sont ces règlements?

#### RADIO-CANADA ET LES ÉLECTIONS DE 1962

##### Question n° 444—M. Marcoux:

1. La Société Radio-Canada a-t-elle envoyé des représentants aux bureaux principaux des divers partis politiques, le 18 juin 1962? Dans le cas de l'affirmative, de combien de personnes se composait chaque équipe?

2. Quel est le nom du commanditaire qui a pris à sa charge les dépenses de ces émissions?

3. Combien ces émissions ont-elles coûté à Radio-Canada?

L'hon. M. Halpenny: Je dépose les documents.

#### PROLONGEMENT DU «GREAT EASTERN RAILWAY»

##### Question n° 476—M. Laing:

Depuis 1957, le gouvernement a-t-il reçu du gouvernement de la Colombie-Britannique des demandes formelles relatives à une aide financière pour le prolongement du *Pacific and Great Eastern Railway* depuis Prince-George jusqu'à Fort-St-John et Dawson-Creek? Dans le cas de l'affirmative, quand a-t-on formulé ces demandes, quelle somme a-t-on demandée et quelles mesures ont été prises?

#### RÉGIE À L'IMPORTATION ET À L'EXPORTATION DE MARCHANDISES DANGEREUSES

##### Question n° 491—M. Ryan:

Le gouvernement exerce-t-il quelque pouvoir d'urgence à l'égard de l'exportation ou de l'importation de toutes les marchandises de caractère dangereux et, dans le cas de l'affirmative, de quelle façon exerce-t-il ce pouvoir?

#### ENTREPRISES FÉDÉRALES-PROVINCIALES DANS LE COMTÉ DE CHAPLEAU (P.Q.)

##### Question n° 498—M. Laprise:

1. Quels sont les projets que le gouvernement fédéral a entrepris de concert avec le gouvernement de la province de Québec, dans le comté de Chapleau, durant les années 1960-1961 et 1961-1962?

2. Quelle a été la quote-part financière du gouvernement fédéral dans chacun de ces projets?

#### CANTINES MILITAIRES EXPLOITÉES PAR LES «MAPLE LEAF SERVICES»

##### Question n° 518—M. Macdonald (Rosedale):

1. Existe-t-il un organisme désigné sous le nom de «Maple Leaf Services» qui exploite, à certains établissements de l'armée canadienne, des cantines à l'intention des militaires autres que les sergents et les grades supérieurs? Sinon, existe-t-il un organisme quelconque destiné à cette fin et comment le désigne-t-on?

2. Si la réponse à ce qui précède est affirmative, a) quel est le caractère juridique de l'organisme: